

Contribuer à instaurer une démocratie qui donne satisfaction

Le Centre International pour l'Entreprise Privée





Centre international pour l'entreprise privée

membre de la Chambre de commerce américaine

1155 Fifteenth Street NW • Suite 700 • Washington, DC 20005 • USA

Tél. : (202) 721-9200 • Site Internet : www.cipe.org • Courriel : cipe@cipe.org

Contribuer à instaurer une démocratie qui donne satisfaction

Le Centre international pour l'entreprise privée

Table des matières

| | | |
|---|--|----|
| | Introduction. | 1 |
| 1 | Une démocratie qui donne satisfaction: améliorer la gouvernance | 3 |
| 2 | Les fondements économiques du développement démocratique. | 6 |
| 3 | Le rôle des entreprises dans la démocratisation. | 11 |
| 4 | Modèle de fonctionnement du CIPE. | 14 |
| 5 | Axes de travail | 16 |
| 6 | Thèmes des programmes | 18 |
| 7 | Valeur ajoutée du CIPE | 20 |

Introduction

Le Centre international pour l'entreprise privée (CIPE) soutient les artisans de la réforme à travers le monde qui font progresser la cause de la liberté politique et économique. La démocratie constitue le meilleur espoir pour les populations partout dans le monde pour leur permettre d'améliorer leur vie. Étant donné que la démocratie s'épanouit dans une économie de marché, le CIPE reconnaît le rôle crucial joué par le secteur privé dans l'instauration de sociétés prospères et libres. Le CIPE a trouvé les moyens permettant d'encourager, parmi les partenaires du secteur privé, des voix indépendantes en faveur de réformes. Les stratégies éprouvées du CIPE en matière de défense des intérêts et ses programmes de consolidation des capacités pour les associations professionnelles contribuent au développement démocratique sur deux fronts. Le premier concerne la création d'institutions à la fois adaptées aux besoins et efficaces pour de bonnes politiques et une bonne gouvernance. Le second est la participation à l'échelle locale de tous types d'hommes et de femmes d'affaires qui prennent en charge le processus de réforme proprement dit.

Pour quelle raison le milieu des affaires est-il important au développement démocratique ? Dans une démocratie, tous les segments de la société doivent compter, et les entrepreneurs aussi doivent être libres de s'exprimer sur le plan politique. Bien souvent, une majorité d'intérêts commerciaux légitimes ne sont pas représentés dans le processus politique parce que le monde des affaires ne fonctionne pas comme une entité unique. S'il est vrai qu'une poignée d'élites puissantes du monde des affaires et leurs coteries pourraient monopoliser l'accès au gouvernement, les entreprises plus modestes, les entreprises compétitives et les entrepreneurs du secteur informel auront des intérêts très différents (voir figure 1). Ce milieu élargi des affaires doit s'engager dans le processus de réforme pour veiller à faire prévaloir une concurrence équitable, et pour que la participation des entreprises dans le monde politique soit à la fois claire et ouverte. Une concurrence économique équitable renforce la diversité et le pluralisme des affaires, ce qui à son tour engendre un environnement solide pour une concurrence politique saine et un système de garde-fous à l'égard du pouvoir du gouvernement. La démocratie s'épanouit dans les pays où l'on trouve des économies ouvertes, une égalité des chances, ainsi que des entreprises prospères et responsables.

APERÇU DU CIPE

Le CIPE a été fondé par la Chambre de commerce américaine en 1983 avec la conviction que les libertés économiques et politiques sont étroitement liées entre elles. Le CIPE noue des partenariats avec les associations professionnelles, les cellules de réflexion, ainsi qu'avec d'autres organisations du secteur privé dans les pays où il existe à la fois une nécessité de progrès et une possibilité de réforme. Grâce à ces partenariats stratégiques, le CIPE est en mesure d'offrir une aide à la gestion, des expériences pratiques, ainsi qu'un soutien financier aux organisations locales dans le but de renforcer leurs compétences tout en réalisant les principaux objectifs de développement. Les programmes du CIPE sont principalement soutenus par le National

Endowment for Democracy (NED) et par l'Agence américaine pour le développement international (USAID). Depuis ses débuts, le CIPE a soutenu plus de 1.000 initiatives locales dans plus de cent pays en développement.

Mission

Renforcer la démocratie à travers le monde grâce à l'entreprise privée et les réformes axées sur le marché.

Le CIPE occupe une position unique parmi les groupes qui soutiennent la démocratisation, dans la mesure où il mobilise le secteur privé – milieux des affaires, cellules de réflexion économiques, chroniqueurs économiques – pour la réforme en prônant « les arguments commerciaux en faveur de la démocratie ». Le CIPE maintient que les pays doivent édifier simultanément des institutions démocratiques et des institutions axées sur le marché, puisqu'il s'agit essentiellement des deux faces d'une même pièce. Les économies de marché, qui sont basées sur les principes de la libre entreprise et de la propriété privée, ne peuvent exister sans des systèmes démocratiques qui protègent les droits de propriété, ni sans institutions qui récompensent l'initiative privée. À son tour, la démocratie ne peut s'instaurer en l'absence de marchés libres parce ces deux notions partagent la même base, à savoir l'équité, la responsabilité, la transparence et la participation. Les réformes qui contribuent à instaurer des économies de marché contribuent également à favoriser les institutions démocratiques.

Les Objectifs du CIPE

- Encourager le développement des structures juridiques et institutionnelles nécessaires pour pouvoir mettre en place et maintenir des sociétés ouvertes axées sur le marché.
- Accroître la participation des entreprises au processus démocratique.
- Soutenir les organisations professionnelles volontaires privées ainsi que la liberté d'association.
- Mettre en œuvre des programmes qui améliorent les connaissances commerciales et renforcent la culture entrepreneuriale du secteur privé.
- Renforcer, parmi les responsables gouvernementaux, les hommes et femmes d'affaires, ainsi que le grand public, le soutien et la compréhension des droits, des libertés, et des obligations qui sont essentiels au système d'entreprise privée démocratique.
- Permettre au milieu des affaires d'avoir un accès plus important aux informations nécessaires pour pouvoir prendre une décision en connaissance de cause.

1 | Une Démocratie qui Donne Satisfaction : Améliorer la Gouvernance

Dans de nombreux pays où la démocratie a effectué une percée et où des élections ont eu lieu, la majorité de la population attend encore de voir leur vie s'améliorer de façon concrète. Dans ces pays, nombreux sont ceux qui pourraient remettre en question l'aspect pratique de la démocratie, ou qui pourraient acquérir une compréhension déformée de ce qu'entraîne réellement une démocratie. Ils pourraient même être influencés par des appels populistes ou autoritaires qui prennent l'apparence d'une démocratie. Le meilleur moyen d'améliorer le sort de ces populations consiste à réaliser une réforme plus importante et à atteindre une démocratie plus complète, mais pas à compromettre les libertés politiques ou économiques. Ce qui est nécessaire avant tout, c'est une meilleure gouvernance. S'il est vrai que les élections créent une base pour la représentation du peuple, un gouvernement fonctionnel et adapté aux besoins constitue la condition sine qua non pour l'amélioration de la vie des citoyens.

De la même manière, dans de nombreux pays où les marchés ont été considérablement libéralisés, la majorité de la population attend encore de profiter de la croissance. La solution ne consiste pas à défaire la libéralisation, mais à compléter les réformes en mettant en place des institutions de marché qui encouragent un comportement responsable et protègent les libertés économiques de tous. Il faut que les citoyens aient la possibilité de participer aux marchés, de voir leurs droits économiques protégés, et de faire partie de l'économie licite. Ces réformes dépendent de la bonne gouvernance.

COMMENT UNE DÉMOCRATIE DOIT DONNER SATISFACTION

Pour changer vraiment les choses, la démocratie doit donner satisfaction de trois façons. Premièrement, le gouvernement doit produire des résultats sous forme de services sociaux, de sécurité, de justice, et ainsi de suite. Par exemple, on s'attend à ce que le gouvernement fournisse des écoles, des routes, des services de police, ou assure l'administration de vaccins. Deuxièmement, le gouvernement doit faciliter la croissance économique pour améliorer les niveaux de vie. Cela ne signifie pas que le gouvernement doit diriger l'économie, mais plutôt qu'il devrait soutenir les institutions de marché, créer un climat d'investissement positif, et permettre au secteur privé de s'épanouir. Et enfin troisièmement – et c'est ce qui distingue un gouvernement démocratique d'une autre forme de gouvernement – le gouvernement doit être réceptif aux besoins et aux demandes du public. Cela signifie, outre le fait de promulguer des politiques qui répondent aux préoccupations du public, que le gouvernement doit assurer un suivi à ces engagements. Un suivi adéquat dépend à la fois d'une administration capable de mettre en œuvre ces politiques, et aussi de mécanismes permettant au public de tenir le gouvernement pour responsables de ses engagements.

Pour que les gouvernements démocratiques puissent produire des résultats et des politiques qui répondent aux besoins réels du public, il convient de renforcer la capacité de l'État et de la société civile. Bien souvent, un État ne réussit pas à assurer ses fonctions de base à cause d'un cadre juridique inextricable, d'un trop grand pouvoir discrétionnaire accordé aux fonctionnaires, ou à cause des influences avilissantes de la corruption sur l'administration. La qualité d'un État est également façonnée par la force de la société civile. Une société civile vigoureuse peut amener l'État à se concentrer sur des domaines où l'intérêt public est le plus élevé, ou empêcher l'autorité de l'État de s'étendre à des domaines qui réprimeraient la liberté et l'initiative privée. Les organisations de la société civile tissent des liens d'une importance cruciale entre la société et le gouvernement, en canalisant la participation des citoyens au processus politique, donnant ainsi des informations au gouvernement sur ce qu'il devrait faire. Ces organisations surveillent également le gouvernement et renvoient les informations vers les citoyens, contribuant ainsi à tenir le gouvernement pour responsable et réceptif aux besoins des citoyens. Le gouvernement peut également être plus efficace à condition de confier certaines tâches au secteur privé, et de se concentrer sur l'amélioration de ses propres résultats.

COMMENT LES PROGRAMMES DU CIPE DONNENT SATISFACTION

Les domaines de base des programmes du CIPE portent sur l'amélioration de la gouvernance, le renforcement des capacités des organisations de la société civile, et sur le fait d'aider les groupes sociaux marginalisés à participer aux processus démocratiques. Dans le domaine de la gouvernance, le CIPE soutient les programmes qui renforcent la responsabilisation et la primauté du droit, et qui élargissent la participation du public. Les projets de défense des intérêts axés sur la réforme réglementaire et juridique encouragent des politiques solides ainsi que leur mise en œuvre efficace. Les réformes réglementaires et juridiques qui réduisent les obstacles administratifs à la conduite des affaires permettent de minimiser l'incitation à la corruption, et de dynamiser la productivité du secteur privé. Le CIPE s'attaque à l'aspect « offre » de la corruption dans le cadre de ses programmes de gouvernance d'entreprise, programmes qui inculquent les valeurs de responsabilité, de transparence, et de responsabilisation, autant d'éléments d'importance égale à la fois pour les affaires et pour le gouvernement.

Dans le domaine de la société civile, le CIPE travaille étroitement avec les associations professionnelles et autres organisations du secteur privé pour renforcer leurs capacités. Les associations professionnelles indépendantes sont des participants de tout premier plan dans l'élaboration de politiques économiques solides, et sont donc d'importants contributeurs au bien-être social en général. Le CIPE leur prodigue des conseils sur la manière d'élaborer leurs stratégies de défense des intérêts afin de favoriser de meilleures politiques et une meilleure gouvernance, et sur la manière de mobiliser leurs membres pour qu'ils puissent participer au processus de gouvernance.

Enfin, le CIPE travaille avec les couches de la société qui ont été exclues de toute perspective économique ou politique. Les programmes à l'attention des groupes marginalisés complètent les initiatives visant à réformer les institutions de gouvernance. Le CIPE est d'avis que les petits propriétaires d'entreprise et ceux du secteur informel, les femmes entrepreneurs, ainsi que les jeunes doivent jouer un rôle dans la création d'une meilleure gouvernance. En développant leurs compétences, en instaurant des associations représentatives, et en défendant leurs droits économiques et politiques, les programmes du CIPE permettent de faire participer ces groupes à la gouvernance, ce qui leur ouvre de nouveaux débouchés. Que ce soit en encourageant le gouvernement à être responsable de ses politiques et services, ou en tirant le meilleur parti de leur liberté économique, ce sont ces citoyens eux-mêmes qui matérialiseront les avantages de la démocratie.

2 | Les Fondements Économiques Du Développement Démocratique

Pour qu'il y ait développement démocratique, il faut des avancées à trois niveaux: liberté individuelle, vie associative indépendante, et institutions. La liberté permet à tout un chacun de développer son potentiel et de façonner sa propre destinée. Les associations indépendantes sont le moteur du pluralisme, primordiales pour une représentation saine des intérêts et pour contrôler l'autorité. Quant aux institutions, elles protègent les droits et maintiennent les processus de prise de décision non violente et participative, ainsi qu'une concurrence libre et juste. Lorsque la plupart des gens réfléchissent à ces différents niveaux au sein d'une démocratie, on pense notamment aux libertés civiles, aux partis politiques ou encore aux élections. Mais outre ces éléments et autres aspects politiques fondamentaux, les libertés économiques essentielles, les associations, ainsi que les institutions sont également à la base de la démocratie.

À chaque niveau, la situation de la vie économique d'une société influence la qualité de sa vie politique (voir figure 3). La liberté économique amplifie la liberté politique. Et une économie ouverte avec un secteur privé dynamique permet au pluralisme de s'épanouir. Les institutions de marché, à l'instar des institutions démocratiques, favorisent les valeurs et la pratique d'une concurrence équitable, gérée par un ensemble commun de règles transparentes.

Là où la liberté économique, l'économie ouverte, et les institutions de marché sont absentes, les conséquences pour le développement démocratique sont lourdes. Les autocrates exproprient la propriété des opposants politiques. La coterie des élites politiques domine l'accès aux ressources du gouvernement et à l'élaboration des politiques. La corruption dénature les résultats de la politique tout en rongant le principe de la légalité et la légitimité. Le contrôle de l'État sur l'économie rend les citoyens dépendants et amène les fonctionnaires à ne pas devoir répondre de leurs actes. En somme, les perspectives et les ressources d'une action politique indépendante se tarissent.

Il est impossible de se saisir de la liberté politique lorsque la liberté économique est hors de portée. Par conséquent, une démocratisation réussie dépend de la réforme économique sur de multiples fronts, y compris la mise en place d'institutions de marché, l'évolution d'un débat approfondi sur la politique économique, et le renforcement des pouvoirs du secteur privé. Un secteur privé responsable et compétitif dans une économie ouverte permet d'avoir un important contrepois par rapport à l'État, d'injecter un dynamisme dans la doctrine politique, et d'offrir la possibilité d'une société civile pleine de vitalité.

Ce chapitre explique les liens essentiels entre développement démocratique et développement économique sous la conduite du secteur privé. Il analyse la démocratie par rapport à ses composantes en décrivant les exigences économiques pour chaque composante. Le chapitre se termine en donnant les ingrédients d'un plan d'action.

LES COMPOSANTES DE LA DÉMOCRATIE

Reconnaissant que la démocratie est un concept à multiples facettes et que la qualité d'une démocratie a de l'importance, Larry Diamond et Leonardo Morlino ont construit un cadre permettant d'évaluer la qualité des démocraties par rapport à huit aspects différents. Leur cadre, conçu en ayant à l'esprit les démocraties consolidées, s'applique également aux pays qui subissent une transformation démocratique. Les paragraphes suivants décrivent la manière dont les composantes d'une économie de marché recourent et renforcent les composantes de la démocratie.

- **Principe de la légalité** - Indispensable pour maintenir à la fois la démocratie et l'économie de marché, le principe de la légalité protège les droits et garantit les engagements. Que ce soit dans la vie économique ou politique, le principe de la légalité préserve l'autonomie individuelle par rapport à l'État et renforce le capital social nécessaire pour faire fonctionner les sociétés ouvertes. « La réforme économique ainsi que la consolidation démocratique englobent tous deux la mise en place de règles et d'attentes stables concernant le comportement », qui offrent des garanties aux investisseurs et des forces politiques en concurrence. Investisseurs et entrepreneurs ont souvent été de fervents adeptes du principe de la légalité et des institutions qui le soutiennent. Une fois mises en place, tous les citoyens ont pu recourir à ces institutions pour la défense de leurs droits.
- **Concurrence** - Robert Dahl soutient que la concurrence dans l'arène politique nécessite un ordre social pluraliste, qui à son tour nécessite une économie décentralisée. Au minimum, cela sous-entend que le pouvoir économique soit dispersé au-delà du secteur public, que les oligopoles soient tenus en bride, et que l'on empêche les intérêts commerciaux « de copinage » ou « de coterie » d'avoir un accès privilégié au gouvernement. Les économies de marché, en ouvrant la voie et en encourageant la concurrence ouverte, stimulent un pluralisme plus important et un renouveau fréquent. Par conséquent, elles complètent le marché des idées et génèrent davantage de sources d'information. De plus, l'économie de marché, ou le capitalisme comme le décrit Peter Berger, « offre l'espace social au sein duquel les personnes, les groupes et des complexes institutionnels tout entiers peuvent se développer indépendamment du contrôle de l'État... Le capitalisme crée un espace et des possibilités pour la société civile. »

Inversement, l'étatisme barre l'entrée à la concurrence du secteur privé et rend « l'évolution de la communauté ainsi que l'avancement personnel dépendants du contrôle de l'État. » Cette situation peut mener à une concurrence malsaine, peu productive et même violente pour les ressources d'État. La concurrence démocratique, à l'instar de la concurrence de marché, doit être ouverte et légitime, et être gérée par des règles du jeu universellement applicables par rapport aux droits et à la propriété des personnes.

- **Participation** - La participation des citoyens et des organisations de la société civile apporte un sens et un dynamisme à la démocratie. Les groupements d'entreprises, tout comme d'autres intérêts sociaux et économiques, ont le droit et la responsabilité de participer à l'élaboration des politiques, aux débats, ainsi que d'autres activités politiques. Les associations professionnelles, en tant que composante clé de la société civile, participent en représentant les intérêts commerciaux, en partageant des informations avec le gouvernement et le secteur privé, en sensibilisant le public aux questions économiques, et en soumettant des recommandations en matière de politiques.

Dans de nombreux pays, les oligopoleurs ou les coteries abusent de leur accès au gouvernement pour obtenir des privilèges ou pour bloquer l'accès au marché aux nouveaux arrivants. Par conséquent, il est d'une importance cruciale d'élargir la participation des entreprises pour inclure les entreprises plus petites, les entreprises compétitives, ainsi que les entreprises du secteur informel. Leur participation contribue à des politiques économiques plus efficaces et davantage progressives, et parallèlement, élargit la base pour la démocratisation.

- **Responsabilisation** - Il faut que les gouvernements soient tenus pour responsables de leurs résultats économiques. Non seulement les résultats économiques créent-ils un cadre pour la transition et la consolidation démocratiques, mais il s'agit également d'un sujet d'une importance cruciale pour tout un chacun à travers le monde. Si l'on veut que les citoyens profitent des avantages concrets de la démocratie, ils doivent exiger de bons résultats économiques et soutenir les politiques qui permettent de les prolonger. Une classe moyenne forte et de solides organisations professionnelles prennent souvent les devants lorsqu'il s'agit d'exprimer ces exigences et de tenir le gouvernement pour responsable.

Répandre des pratiques responsables à travers toute l'économie est un autre moyen permettant de renforcer la responsabilisation dans le système politique. À mesure que les individus et les entreprises adoptent des valeurs de responsabilité et de transparence, ils en viennent à attendre la même chose de la part des fonctionnaires gouvernementaux. Ils ferment également la porte aux échanges corrompus, puisque des entreprises bien gouvernées ne fournissent pas de pots-de-vin.

- **Liberté** - On ne peut atteindre la liberté politique sans la liberté économique. Les libéraux classiques se battaient pour les deux types de liberté, étant principalement préoccupés par les menaces à la liberté de la part de l'État. Le même gouvernement qui pourrait arbitrairement se saisir de la propriété privée pourrait également enfreindre les droits civils fondamentaux, réprimer l'opposition, et diriger sans le consentement de ceux qui sont dirigés.

La liberté donne libre cours à la créativité et à l'initiative individuelle, permettant aux individus et à la société d'atteindre leur potentiel. La concurrence et le choix dans les marchés économiques et politiques permettent aux citoyens de poursuivre leurs rêves et d'obtenir un plus grand nombre de choses parmi celles qu'ils souhaitent. Une culture d'entrepreneuriat, basée sur l'initiative et la prise de risque, encourage une culture politique

de participation du citoyen et de leadership. La liberté d'information élargit les possibilités et améliore la prise de décision dans les deux types de marché. Une fois que les canaux sont ouverts pour la communication des informations économiques, il devient extrêmement difficile de limiter le flux d'autres types d'information.

Diamond et Morlino citent les droits à la propriété privée et à l'entrepreneuriat comme des « droits économiques civils ». Un autre droit économique primordial concerne la liberté d'association, qui est d'une importance cruciale aux entreprises privées, aux associations professionnelles, aux syndicats, ainsi qu'à d'autres associations économiques. La défense de ces droits économiques par les citoyens, les associations économiques, et les institutions juridiques, crée une base solide pour la défense de ces libertés politiques.

- **Égalité** - La démocratie nécessite une égalité devant la loi ainsi qu'une égalité des chances. De la même manière, les systèmes de marché sont basés sur l'égalité des chances, que l'on appelle parfois aussi « des règles du jeu équitables ». En d'autres termes, les deux systèmes sont fondés sur des perspectives de participation et sur le fait d'être traité de façon juste. Deux aspects des systèmes de marché sont fréquemment négligés. Tout d'abord, les marchés ouverts constituent le meilleur mécanisme pour la création d'emplois, et c'est ainsi que des perspectives sont créées pour la majorité de la population. En deuxième lieu, dans de nombreux pays en développement, un important secteur informel représente un réservoir de talent entrepreneurial, mais qui se voit exclu de l'économie de marché officielle. L'intégration de ce secteur dans le système officiel permettrait d'élargir les perspectives pour quelques-unes des couches les plus pauvres de la population, et de leur donner un intérêt dans un système démocratique axé sur le marché.
- **Aptitude à répondre aux besoins** - Il s'agit de la capacité d'une démocratie à produire les résultats politiques souhaités par les citoyens. Les résultats économiques nécessitent de bonnes politiques, et génèrent par ailleurs les ressources qui soutiennent la mise en œuvre des politiques. Les marchés fonctionnels en particulier profitent aux politiques économiques en envoyant des signaux de prix, qui ne sont pas disponibles dans les économies dirigées. Les organisations professionnelles indépendantes constituent une autre source précieuse d'informations économiques. De plus, les organisations professionnelles peuvent alléger le fardeau qui pèse sur le gouvernement en répondant directement à différents besoins du secteur privé. Par conséquent, en appuyant la formation de marchés et la liberté d'association dans le secteur privé, le gouvernement est en mesure de créer un environnement politique plus efficace.

CE QU'IL FAUT FAIRE

La démocratie sans économie de marché est quasiment inconcevable. Il n'existe aucun bon exemple de démocratie consolidée qui ne dispose pas d'institutions de marché et d'un secteur privé indépendant. Bien qu'il n'y ait pas qu'un seul chemin qui mène de l'autoritarisme à la démocratie, il est évident qu'une démocratisation réussie sous-entend la mise en place d'une économie de marché.

Étant donné les nombreuses corrélations existant entre développement politique et développement économique telles que décrites ci-dessus, le fait de ne pas réformer les institutions économiques entraverait le progrès démocratique. Inversement, la promotion d'un secteur privé compétitif et libre engendre de nombreuses occasions permettant d'influencer de façon positive la transformation politique. Voici, en résumé, quelques mesures primordiales à prendre :

- **Instaurer des institutions de marché** – Les économies de marché sont basées non sur l'absence de gouvernance, mais sur un ensemble d'institutions. Les droits de propriété, le droit contractuel, et la législation antitrust sont des exemples importants. Ces institutions devraient implanter des valeurs telles que la transparence, la responsabilité ainsi que l'équité, des valeurs qui soutiennent aussi la démocratie.
- **Instaurer le principe de la légalité** – Les institutions de marché facilitent l'initiative individuelle et le commerce entre personnes ne se connaissant pas. Pour être efficaces, elles doivent être appuyées par le principe de la légalité et mises en application de façon impartiale.
- **Créer un espace pour le secteur privé** – Limiter la portée du secteur public. Réduire les réglementations pénibles sur la conduite des affaires. Encourager le flux sans encombre d'informations économiques. Permettre la liberté d'association aux associations professionnelles volontaires.
- **Développer les contributions du secteur privé** – Une bonne élaboration des politiques économiques dépend d'informations économiques précises ainsi que de perspectives micro-économiques. Faire participer des groupements d'entreprises aux débats démocratiques et ouverts a une double finalité : créer une nouvelle base pour la démocratie, et améliorer les politiques économiques.
- **Développer les institutions politiques** – Les institutions d'élections, de gouvernance et de représentation sont aussi importantes pour le secteur privé qu'elles le sont pour les citoyens en général. Elles devraient soutenir les institutions de marché, et à leur tour être soutenues par ces dernières.

3 | Le Rôle des Entreprises dans le Développement Démocratique

La démocratie s'instaure et se soutient grâce à la participation d'un large éventail de citoyens et de groupes d'intérêts. Avec d'autres citoyens et couches de la société, le milieu des affaires doit jouer son rôle dans le développement démocratique. En tant que principale composante de la société civile, le monde des affaires possède des ressources, le capital humain, et les capacités de résolution de problèmes pouvant profiter à la société dans son ensemble. Un secteur privé politiquement engagé est à même d'améliorer l'élaboration des politiques, de représenter les intérêts économiques légitimes, et de défendre les droits et institutions démocratiques.

Le milieu des affaires a un intérêt dans la démocratie. Les gouvernements démocratiques sont plus susceptibles que les gouvernements autoritaires de s'abstenir de toute saisie arbitraire de propriété, de protéger la libre circulation des informations, de recueillir les avis sur la politique économique, et de s'efforcer d'atteindre une économie prospère en général. Les démocraties libérales respectent le principe de la légalité, l'initiative et les droits individuels, ainsi qu'une élaboration transparente des politiques, autant d'éléments qui profitent au milieu des affaires et à la société dans son ensemble. Dans le cas d'un régime autoritaire, il se peut qu'un petit groupe d'élites économiques prospèrent, mais dans une société démocratique, c'est tout un éventail d'entreprises qui peuvent tirer profit des perspectives économiques et rendre service à la population.

LE SECTEUR PRIVÉ ET LE PLURALISME

Un secteur privé indépendant contribue à la démocratie principalement en élargissant le pluralisme à la société et au monde politique. « Un pluralisme social vigoureux », comme le fit remarquer Carl Gershman, président du National Endowment for Democracy, « est d'une importance cruciale à chaque étape du développement démocratique ». Dans une société, les associations volontaires offrent « un espace pour des activités sociales et intellectuelles autonomes ». Dans le monde politique, « elles offrent des canaux permettant aux citoyens de participer ainsi qu'un contrôle sur l'expansion injustifiée du pouvoir gouvernemental ».

Dans le cadre de ses activités normales, un secteur privé indépendant accroît la diversité et le pluralisme au sein de la société. En effet, une multiplicité d'entreprises compétitives, répondant à des besoins variés et dans un échange continu d'activités, donnent naissance à des réseaux et des centres indépendants d'activités sociales et économiques. L'individualisme prospère dans un climat compétitif et entrepreneurial. Lorsque les individus se regroupent en entreprises et en associations professionnelles, ils développent l'autonomie et des compétences organisationnelles.

Les gouvernements autoritaires limitent fréquemment les libertés économiques, mais ce faisant, encourrent d'énormes dépenses. Ces dépenses touchent l'économie en général ainsi que la base de ressources et la légitimité du gouvernement. La coercition ne constitue pas un bon moyen de susciter des investissements, d'encourager l'innovation, ou d'affecter les ressources de façon efficace. C'est ainsi que certains gouvernements autoritaires, tels que les anciens régimes coréen ou taïwanais, se sont abstenus de réprimer les acteurs économiques, faisant ainsi une place au pluralisme social et aux prémices de la démocratisation.

LES ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES EN TANT QU'ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

S'ils s'unissent pour exiger une bonne gouvernance et de bonnes politiques, hommes et femmes d'affaires peuvent jouer un rôle actif dans le développement démocratique. Les associations professionnelles volontaires constituent un important segment de la société civile. En représentant les intérêts commerciaux et en facilitant la participation du secteur privé aux débats politiques ouverts, elles permettent d'engager le milieu des affaires dans les processus démocratiques. Cette approche a une double finalité : favoriser le soutien des entreprises pour la démocratie, et faire pression sur le gouvernement pour réagir aux processus démocratiques.

Les effets positifs des associations professionnelles ont souvent été négligés à cause de l'opinion répandue que toute action collective entreprise par le monde des affaires est constituée de tentatives visant à redistribuer la richesse publique sans générer de valeur productive. En réalité, l'action collective entreprise par le monde des affaires est à même d'améliorer les politiques gouvernementales et d'éliminer les distorsions réglementaires qui encouragent la corruption. Il y a deux solutions permettant d'améliorer le bien-être social et de renforcer la démocratie grâce à une action commerciale concertée. La première est que les associations devraient soutenir et exiger des politiques – et non des faveurs – qui profitent à un large éventail d'entreprises et d'entrepreneurs. Ces politiques sont bonnes pour l'économie dans son ensemble, y compris les travailleurs qui bénéficient de la création d'emplois, et les consommateurs qui bénéficient de biens et de services de meilleure qualité et meilleur marché. La deuxième solution est que les associations devraient montrer l'exemple d'une bonne pratique démocratique en soumettant leurs exigences de façon transparente – et non à huis clos – de manière à ce que tous puissent apprendre, discuter, et à terme tenir le gouvernement pour responsable des décisions en matière de politiques.

FONCTIONS DÉMOCRATIQUES DES ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES

Il existe plusieurs fonctions positives indépendantes que les associations professionnelles peuvent remplir et qui peuvent contribuer à instaurer ou à consolider les systèmes démocratiques. Tout d'abord, les associations représentent les intérêts commerciaux. Elles déterminent les préférences des entreprises, puis les rassemblent, les concilient et les transmettent pour donner lieu à des recommandations cohérentes en matière de politiques. Étant donné la diversité du secteur privé, les associations jouent un rôle primordial dans la création d'un consensus et dans l'expression claire des opinions des acteurs économiques plus modestes. La représentation par les associations professionnelles complète la représentation des intérêts par les partis politiques, et peut même attirer l'attention sur des enjeux économiques qui ne constituent pas des priorités pour le programme politique.

Deuxièmement, les entreprises organisées peut servir de contrepoids à l'État, s'opposant aux mesures abusives ou arbitraires de celui-ci et exigeant une responsabilisation. Par ailleurs, faisant partie de la société civile, les hommes et femmes d'affaires et leurs organisations participent à un échange ouvert d'opinions et aux débats publics. Les organisations professionnelles contribuent à la pluralité des opinions et offrent une plate-forme publique permettant au milieu des affaires d'exprimer clairement et ouvertement ses opinions et de participer de façon transparente à l'élaboration des politiques.

Troisièmement, en partageant les données avec le gouvernement, les associations professionnelles soutiennent une élaboration mieux fondée des politiques économiques. Les associations partagent également toute une série d'informations avec leurs membres, y compris des informations sur les processus juridiques et réglementaires, ainsi que leurs droits et obligations. Les associations jouent le rôle de tribune où les membres peuvent échanger leurs points de vue et leurs expériences sur des thèmes qui préoccupent à la fois le milieu des affaires et la société.

Quatrièmement, les entreprises agissant de concert sont à même de résoudre les problèmes de gouvernance, allégeant ainsi le fardeau pesant sur l'État. Un certain nombre de problèmes au sein du secteur privé peuvent être gérés grâce à l'auto-gouvernance et via des services fournis par les associations. À l'occasion, les associations aident même le gouvernement à mettre en œuvre les politiques.

Enfin, les associations peuvent institutionnaliser la participation du monde des affaires aux processus démocratiques. Lorsque des membres disparates du secteur privé – des entreprises chef de file jusqu'aux petites entreprises locales – se rendent compte qu'ils ont voix au chapitre en ce qui concerne la prise de décisions et qu'ils peuvent constituer une force pour un changement positif, ils sont à même de devenir un fondement important pour la démocratie.

4 | Modèle de Fonctionnement du CIPE

Le CIPE opère selon un « modèle de fonctionnement » qui décrit la logique de la démarche du CIPE par rapport à la réforme, et décrit la manière dont le CIPE poursuit sa mission (voir figure 4). Ce modèle se base sur la théorie politique et économique, dispose de composantes qui se renforcent mutuellement, et est axé sur l'application pratique des principes de réforme. Il permet d'aligner les activités du personnel par rapport à la mission, et confère une cohérence aux opérations du CIPE dans leur ensemble. Le modèle reflète les compétences de base du CIPE ainsi que l'engagement du CIPE à l'égard d'une réforme sensée et durable qui rend service au bien public.

Renforcer la démocratie et soutenir la réforme axée sur le marché. Reconnaissant que la liberté politique et la liberté économique sont étroitement liées, le CIPE concentre ses initiatives de réforme au cœur de ces deux notions. Les programmes du CIPE poursuivent ces deux objectifs simultanément.

Renforcer les pouvoirs des organisations du secteur privé. Le CIPE travaille en partenariat avec des organisations professionnelles volontaires et privées, généralement des associations professionnelles ou des cellules de réflexion. Le CIPE contribue à leur développement organisationnel de manière à ce qu'elles puissent participer au processus démocratique en tant que composantes autonomes et à part entière de la société civile.

- Les organisations professionnelles fournissent des informations et des services qui permettent de renforcer le secteur privé et la culture entrepreneuriale.
- Le CIPE renforce la capacité des associations professionnelles à faire participer leurs membres au dialogue démocratique en matière de politiques.

Promouvoir la réforme institutionnelle. La consolidation des institutions est un processus à long terme qui produit des avantages à long terme. Des institutions appropriées et bien conçues font office de fondements de la croissance économique et d'une bonne gouvernance démocratique. Les institutions au sein des démocraties et des économies de marché à succès reposent sur des règles claires et transparentes qui encouragent la stabilité, les perspectives et la liberté.

Mettre l'accent sur une défense des intérêts qui permet de renforcer les marchés, de faire progresser les intérêts commerciaux légitimes, et d'encourager la participation des entreprises aux processus démocratiques.

- La recherche et l'analyse sans recommandations ou suivi ne sont pas suffisantes pour stimuler le changement.
- La participation du secteur privé au processus d'élaboration des politiques publiques,

depuis la base jusqu'au sommet, est primordiale pour le succès.

- Grâce à sa propre défense des intérêts en matière de politiques, le CIPE renforce à la fois le soutien et la compréhension des droits, des libertés et des obligations qui sont essentiels à un système démocratique d'entreprise privée.

Renforcer la responsabilité et la prise en charge au niveau local pour tous les aspects de la gestion de projets.

- Le projet devrait être d'une importance stratégique pour l'organisation partenaire. L'organisation partenaire devrait engager ses propres ressources au projet.
- Les organisations partenaires potentielles devraient lancer des idées de programme. Elles devraient rester fidèles à leurs objectifs, et non suivre le programme d'un bailleur de fonds.
- Le CIPE ne participe que rarement à la mise en place d'organisations complètement nouvelles.

Appliquer les leçons apprises dans une partie donnée de la planète pour aider à relever les défis ailleurs. Le CIPE déploie des modèles et des compétences appropriés pour la mise en œuvre pratique des principes de réforme.

5 | Axes de Travail

Contrairement à un organisme de financement typique ou un organisme de développement, le CIPE fonctionne selon trois axes de travail distincts, tout en mettant à contribution les ressources financières, intellectuelles et humaines le cas échéant par rapport aux conditions locales et aux besoins en matière de réforme. Dans de nombreux cas, le CIPE sert de guide aux organisations partenaires locales qui exécutent leurs propres programmes, leur offrant ainsi l'aide dont elles ont besoin, tout en favorisant la responsabilité et la pérennité. Deuxièmement, le CIPE encourage les chefs de file de la réforme et leur montre comment consolider les capacités organisationnelles pour soutenir les initiatives de réforme. Enfin, là où les valeurs et les principes démocratiques et de marché sont quasiment absents ou mal compris, le CIPE fait circuler le message de la réforme.

Programmes de partenariat - Ce sont les partenaires locaux, généralement des groupements d'entreprises ou des cellules de réflexion, qui prennent l'initiative par rapport à ces programmes. Ils identifient les besoins et formulent des solutions. Le CIPE fournit une aide en matière de gestion, l'expérience pratique, ainsi que le soutien financier sous forme de subventions pour renforcer les compétences des partenaires, tout en réalisant les objectifs de développement clés. Parmi les programmes de partenariat, on retrouve notamment :

La valeur des partenariats

Disposer de partenaires locaux qui participent activement et qui prennent l'initiative dans les programmes permet de renforcer la prise en charge de la réforme. Les partenaires intègrent également les connaissances locales essentielles par rapport aux dispositions institutionnelles, ainsi que les besoins en matière de conception de projets. Une participation active de la part du CIPE permet le transfert de capacités techniques et de gestion vers les organisations partenaires, ainsi que le partage de pratiques efficaces internationales en matière de réforme. Par ailleurs, les partenariats forment la base de relations intellectuelles durables.

- 1) l'évaluation des besoins et la fixation d'un programme ;
- 2) l'élaboration d'un plan d'affaires (programme de travail) ;
- 3) la mise en œuvre ; et
- 4) l'évaluation exhaustive et le suivi.

Le personnel du CIPE, composé d'experts régionaux et techniques, fournit des conseils et une aide technique en continu. Les programmes de partenariat permettent de faire progresser la défense des intérêts en matière de politiques, les services commerciaux, les programmes éducatifs, ainsi que d'autres objectifs de développement. Les organisations partenaires doivent disposer d'un groupe de base au niveau local ainsi que d'un plan d'action détaillé, et généralement apporter des fonds de contrepartie pour les projets.

Développement professionnel et organisationnel - Dans de nombreux pays récemment devenus démocratiques, il est fréquent que les organisations professionnelles ne disposent pas de l'expérience ou de la capacité institutionnelle permettant d'aider les membres ou de contribuer au débat en matière de politiques. La formation en gestion dispensée par le CIPE à l'attention des associations professionnelles est conçue pour partager les techniques de base en matière de gestion avec les responsables de ces associations à travers le monde. Ces responsables apprennent et examinent les moyens pratiques permettant à leurs organisations de soutenir les petites entreprises et le développement économique de la communauté en

Programme de formation en gestion pour les associations professionnelles

Le programme de formation en gestion du CIPE partage les techniques de base en matière de gestion avec les responsables d'association à travers le monde. Il s'inspire du programme d'éducation permanente de la Chambre de commerce américaine, et a été adapté pour un usage international basé sur l'expérience du CIPE. Pour pouvoir dispenser le programme, le CIPE puise dans ses 25 domaines de compétence en gestion des associations ainsi que dans un réservoir de praticiens chevronnés, en principe des responsables en activité (ou d'anciens responsables) d'associations ou de chambres de commerce. Les participants sont formés au rôle des associations professionnelles dans une société démocratique, à la défense des intérêts en matière de politiques publiques, à la planification stratégique, à la gestion financière, à la déontologie d'entreprise, au recrutement des membres, ou encore au développement des petites entreprises, parmi d'autres sujets. À l'issue de la formation, les associations professionnelles bénéficient d'un personnel professionnel éclairé, d'une direction plus forte, de pratiques solides en matière de gestion, d'une amélioration de la crédibilité et de l'image, ainsi que de capacités renforcées pour pouvoir mener des initiatives de défense des intérêts et poursuivre leurs missions.

général, de voir comment l'organisation peut promouvoir la déontologie d'entreprise, et se penchent enfin que les éléments fondamentaux de la planification stratégique. Les responsables des cellules de réflexion peuvent eux aussi recevoir une formation dans le domaine de la planification stratégique et de la défense des intérêts. Le CIPE propose en outre des programmes éducatifs dans le domaine des affaires et en économie, ainsi qu'une formation en compétences pointues à l'attention des journalistes, directeurs d'entreprise, entrepreneurs, et des jeunes. Les programmes de formation local sont menés par des praticiens et conçus en tenant notamment compte des avis au niveau local.

Défense des intérêts en matière de politiques et gestion des connaissances - Les programmes du CIPE en matière de défense des intérêts politiques et de gestion des connaissances favorisent la compréhension des idées et des principes d'une réforme démocratique axée sur le marché. Le CIPE a recours à la fois aux médias imprimés et électroniques pour fournir aux responsables de l'élaboration des politiques, aux dirigeants d'entreprise, aux éducateurs ainsi qu'à d'autres, de précieuses informations sur la manière dont ils peuvent gérer le processus de réforme, et pour les informer des programmes et événements du CIPE. Le magazine Economic Reform Feature Service du CIPE contient des articles approfondis sur des thèmes relatifs à la réforme économique et à ses liens avec développement démocratique. Le site Internet Forum on Economic Freedom constitue un centre de ressources et d'études de cas sur les réformes, et permet d'avoir accès au réseau CIPE des artisans de la réforme. Magazines, programmes télévisés, programmes de radio, et sites Internet spécialisés permettent de faire progresser les initiatives stratégiques du CIPE dans les pays où les réformes ne sont pas bien instaurées.

6 | Thèmes des Programmes

Le CIPE compte huit domaines de compétence, qui sont aussi liés au développement démocratique.

Gouvernance démocratique - La gouvernance démocratique nécessite que le gouvernement réponde de ses actes, que les citoyens soient consultés et que l'on tienne compte de leurs intérêts, et que les politiques soient mises en œuvre de façon rapide, correcte et cohérente. La bonne gouvernance se distingue par des bureaucraties efficaces, des lois et des règlements prévisibles, une mise en application juste, des perspectives commerciales transparentes, et la possibilité d'une amélioration permanente dans le domaine des politiques grâce à un dialogue entre le public et le privé. Les initiatives du CIPE dans ce domaine sont axées sur la création et le renforcement des institutions de responsabilisation, le renforcement de la participation du public au gouvernement, la réforme des organismes gouvernementaux, et enfin le renforcement des systèmes judiciaires.

Réforme juridique et réglementaire - Pour pouvoir légiférer de manière efficace, un gouvernement démocratique a besoin des opinions participatives provenant d'initiatives de défense des intérêts d'un large éventail d'organisations. La démarche du CIPE connue sous le terme « programme national pour les affaires » encourage les dirigeants du secteur privé à se regrouper, à aborder des thèmes qui les préoccupent, à déterminer les intérêts communs, et à élaborer des propositions de solutions. La démarche de ce programme national pour les affaires permet d'identifier les lois et les réglementations qui entravent les activités commerciales, et propose des recommandations concrètes pour supprimer ces barrières et améliorer le contexte économique. En outre, les programmes consultatifs législatifs permettent d'évaluer les répercussions économiques de propositions législatives spécifiques.

Développement des associations professionnelles - Les associations professionnelles font partie intégrante d'une réforme politique à succès, des processus participatifs, ainsi que du développement du secteur privé. Dans de nombreux cas, avant que les associations ne puissent réellement participer à la formulation et à la mise en œuvre des programmes de réforme économique, elles doivent effectuer leur propre transition pour devenir des institutions viables. Le CIPE soutient leur développement organisationnel grâce à des cours en gestion pour les cadres ainsi que du matériel didactique, une aide technique sur les stratégies de défense des intérêts et sur la gouvernance en matière d'organisation, et enfin grâce à un soutien pour les services axés sur le marché à l'attention des membres.

Lutte contre la corruption - La corruption entrave le développement des marchés, chasse les investissements, accroît les coûts de la conduite des affaires, et fragilise le principe de la légalité. Les projets du CIPE qui s'attaquent à l'aspect « demande » de la corruption visent à réformer les systèmes juridiques ambigus, à mettre en œuvre des normes pour les organismes gouvernementaux, à créer un lien entre normes culturelles et principe de la légalité, et à restreindre le pouvoir discrétionnaire des fonctionnaires du gouvernement. Du côté de « l'offre »,

les projets abordent la participation du secteur privé aux pratiques de corruption, en partie en améliorant les mécanismes de gouvernance d'entreprise.

Gouvernance d'entreprise - La gouvernance d'entreprise joue un rôle important à la fois pour attirer les investissements et instaurer un secteur privé sain, et aussi pour créer des sociétés démocratiques en inculquant les valeurs fondamentales de transparence, d'équité, de responsabilisation et de responsabilité. Le CIPE lance et soutient des programmes visant à former des directeurs d'entreprise aux principes fondamentaux de gouvernance d'entreprise, à apprendre aux actionnaires quels sont leurs droits et responsabilités, et à sensibiliser le public au besoin d'avoir des pratiques efficaces en matière de gouvernance d'entreprise. Les partenaires du CIPE ont élaboré des codes nationaux de gouvernance d'entreprise qui répondent à des normes élevées, tout en reconnaissant les réalités commerciales locales.

Secteur informel et droits de propriété - Lorsqu'une politique réduit les entraves à l'accès ainsi que la réglementation excessive pour les entreprises, tout en offrant des motivations pour que celles-ci opèrent de manière légale, les entreprises du secteur informel peuvent rapidement effectuer la transition vers le secteur officiel, ce qui contribue à la croissance d'emplois, à l'assiette fiscale, et à la croissance économique. Le CIPE et ses partenaires réduisent les activités informelles en réformant les procédures d'inscription des entreprises au registre du commerce, et en veillant à ce que les droits de propriété privée soient accessibles à l'ensemble des citoyens, qu'ils soient clairement définis et qu'ils soient strictement mis en application.

Les femmes et les jeunes - Les programmes du CIPE qui améliorent la participation des femmes et des jeunes aux rôles politiques et économiques reconnaissent que ces deux groupes sont des dirigeants émergents. Le CIPE se concentre sur : le renforcement des compétences grâce à des programmes d'entrepreneurs et des cours de gestion, le soutien aux associations qui fournissent une mise en réseau, des services ainsi que des forums pour les questions qui touchent les femmes et les jeunes, et sur la formation des nouveaux dirigeants, leur permettant ainsi de se baser sur le succès commercial pour jouer un plus grand rôle dans le développement de la communauté et le processus politique.

Accès aux informations - L'accès aux informations ainsi que des médias libres et indépendants sont d'une importance cruciale pour la sensibilisation des citoyens aux questions de politiques gouvernementales, et pour les aider à tenir le gouvernement pour responsable de ses actes. Le CIPE travaille avec les partenaires locaux pour obtenir davantage de transparence au sein du gouvernement, une expression plus libre de l'opinion des artisans de la réforme, et pour amener le public à mieux comprendre les principes démocratiques axés sur le marché. Les programmes du CIPE contribuent à améliorer les compétences professionnelles des journalistes, à soutenir les publications imprimées et des initiatives médiatiques, et à permettre un meilleur accès aux informations gouvernementales.

7 | Valeur Ajoutée du CIPE

Le CIPE se distingue des organisations qui soutiennent la démocratisation grâce à ses compétences dans le secteur privé. En tant que membre de la Chambre de commerce américaine, et étant donné sa vaste expérience avec les partenaires du secteur privé au niveau international, le CIPE comprend le monde des affaires et dispose d'un accès exceptionnel aux dirigeants d'entreprise.

Le CIPE travaille en étroite collaboration avec les partenaires locaux du secteur privé pour instaurer des institutions civiques qui sont essentielles à la société démocratique. Le CIPE a mis au point un ensemble unique d'outils de développement permettant de renforcer la capacité des organisations partenaires, comme par exemple les associations professionnelles et les cellules de réflexion, et de les guider dans le domaine de la défense des intérêts politiques ainsi que d'autres processus démocratiques. Généralement, les organisations partenaires déterminent les besoins au niveau local et formulent des solutions. Le CIPE leur apporte une aide à la gestion, une expérience pratique, ainsi qu'un soutien financier sous forme de subventions. Le personnel et le réseau d'experts du CIPE participent activement à toutes les phases des programmes, offrant en permanence des conseils et une assistance technique.

L'efficacité de cette démarche sous forme de partenariat par rapport au développement a été démontrée dans de nombreux contextes nationaux différents. Le financement sous forme de subventions est un outil puissant qui peut et qui devrait s'accompagner d'autres outils pour améliorer l'efficacité et la fonctionnalité des projets. Sans conseils ou assistance, de nombreuses organisations de réforme ne disposeraient pas des capacités professionnelles et stratégiques pour déployer des fonds de façon judicieuse et exécuter les programmes de manière convaincante. Mais avec une assistance, elles peuvent se transformer en organisations viables de premier plan qui poursuivront la réforme après la fin de la relation de financement. Le CIPE s'abstient en fait de gérer les projets, encourageant plutôt la prise en charge au niveau local. Dans la mesure du possible, il s'efforce d'avoir des partenariats équilibrés, ajoutant de la valeur selon les besoins.

LE RÉPERTOIRE DES ACTIVITÉS ET RESSOURCES DU CIPE EST DÉCRIT CI-DESSOUS.

Réseau de partage des connaissances

Les partenaires tirent profit de plus de deux décennies d'expériences et d'innovation grâce aux programmes du CIPE. Le CIPE a souvent constaté que les approches à la réforme qui fonctionnaient dans certains pays pouvaient être mises en œuvre avec succès dans d'autres. Le transfert des connaissances à travers les régions permet d'élargir le parc des stratégies disponibles aux partenaires, et de disséminer les concepts de réforme. Les concepts qui ont été testés avec succès par les artisans de la réforme dans d'autres pays jouissent d'une crédibilité par rapport à laquelle les théories de Washington ne font souvent pas le poids. La plupart des partenaires de réforme savent ce qu'il convient de faire et pourquoi. Ce dont ils ont besoin, ce sont des

méthodes pratiques pour pouvoir exécuter la réforme, ainsi que des conseils sur la consolidation de leurs capacités. Un autre fait tout aussi important est que les partenaires évitent de coûteuses erreurs en apprenant les difficultés auxquelles d'autres ont été confrontés. L'initiative du CIPE en matière de gestion des connaissances soutient les responsables de programmes dans le cadre de leur collaboration avec les partenaires pour les informer des options appropriées, et pour concentrer leurs efforts sur des objectifs réalistes. De plus en plus souvent, le CIPE facilite les échanges directs de connaissances parmi ses partenaires dans différentes régions du monde.

Compétences professionnelles, leadership de concept, et ressources pratiques

Le CIPE se considère à la fois comme un organisme de financement et comme une cellule de réflexion. Grâce aux avis recueillis d'experts externes, le CIPE a pu compiler et élaborer une base solide de connaissances pour la réforme démocratique, la défense des intérêts en matière de politiques, la gestion des associations, ainsi que le développement du secteur privé. Il a également joué un rôle actif pour la mise au point de normes internationales pour la bonne gouvernance et les pratiques commerciales responsables. Par exemple, le CIPE s'est associé à Transparency International et à Social Accountability International pour contribuer à élaborer les Business Principles for Countering Bribery (principes commerciaux pour contrecarrer la corruption), qui ont été publiés en 2002. L'année suivante, le CIPE co-éditait, avec le Centre de développement de l'OCDE, le livre intitulé Corporate Governance in Development, qui montrait comment « l'amélioration de la gouvernance d'entreprise pouvait contribuer à la capacité d'un pays à atteindre une croissance soutenue en matière de productivité ainsi que des institutions politiques démocratiques durables. »

Les connaissances du CIPE sont reprises dans toute une série de ressources, y compris du matériel didactique propriétaire disponible sur Association Forum Online, le site Internet Forum on Economic Freedom, le magazine Economic Reform Feature Service, des manuels et des boîtes à outils sur des thèmes de programmes comme la gouvernance d'entreprise ou la lutte contre la corruption, ou encore sous forme d'études de cas sur la réforme. Les ressources en matière d'information et les compétences internes du CIPE constituent de très précieux avantages non monétaires à l'attention des partenaires, qui renforcent l'efficacité des subventions gérées par le CIPE.

Stratégie

Les responsables de programmes analysent les conditions préexistantes et suivent les tendances régionales pour pouvoir mettre au point une stratégie régionale. Ils savent généralement quels sont les efforts positifs qui ont déjà été réalisés dans une région donnée, quels sont les types de stratégie de défense des intérêts qui font autorité, et quelles sont les institutions qui sont sensibles aux changements positifs. Le CIPE complète la compréhension plus ciblée qu'ont les partenaires par rapport aux besoins en matière de réforme au niveau local, et les aide activement dans leurs processus de planification stratégique.

Le CIPE se concentre sur les changements institutionnels qui engendrent un environnement favorable à la démocratie, et qui respectent les réalités locales. Cette démarche institutionnelle oriente les initiatives de réforme là où elles sont à même d'avoir une incidence généralisée et durable sur la société. Le CIPE recherche toujours des effets multiplicateurs dans le cadre de

ses projets pour en faire profiter un large groupe de base et catalyser la réforme permanente. Les responsables de programmes réfléchissent de manière stratégique à la manière de faire correspondre les besoins et les perspectives. Pour ce faire, un responsable de programme doit comprendre le contexte institutionnel, évaluer les forces et faiblesses du secteur privé local, et se coordonner si nécessaire avec d'autres partenaires et donateurs. Ce responsable établit les liens entre projets de réforme individuels et le processus d'ensemble de démocratisation.

Dénicher et développer les talents locaux

L'un des ingrédients les plus importants d'un partenariat réussi, c'est un bon partenaire. Un bon partenaire est solidement motivé, fait preuve d'un engagement à l'égard de la réforme démocratique axée sur le marché, comprend les principaux enjeux d'un pays et ses difficultés institutionnelles, possède une vision pour la réforme, un leadership talentueux, et la capacité de travailler avec des groupes de base au niveau local ainsi qu'avec d'autres artisans de la réforme.

Activités du personnel du CIPE

- Promouvoir et lancer, auprès des partenaires potentiels, la finalité et les objectifs du CIPE ;
- Déterminer les organisations qui sont intéressées par un partenariat potentiel avec le CIPE ;
- Procéder à un contrôle préalable en évaluant la pertinence de ces organisations comme partenaires ;
- Aider les partenaires potentiels à élaborer les concepts de projet, les résultats prévus, les budgets, ainsi que les plans d'évaluation ;
- Aider les partenaires potentiels à élaborer des systèmes de gestion qui respectent les normes du gouvernement fédéral ;
- Garder contact avec les partenaires tout au long de la durée de vie de leurs projets ;
- Offrir une aide technique aux partenaires tout au long de la vie de chaque projet ;
- Participer systématiquement à la conduite des activités des partenaires ;
- Surveiller les activités des partenaires ;
- Élaborer de nouveaux concepts de programmes ;
- Élaborer des stratégies basées sur leurs analyses de l'actualité et des objectifs américains en matière de politiques.

Source : J. A. Hunter & Co.

Le CIPE détermine les talents locaux en envoyant des responsables de programmes pour évaluer l'état de la société civile et la vie organisationnelle. Les responsables procèdent à des entrevues avec les différentes parties prenantes, dénicher les artisans de la réforme lors des conférences et dans le cadre de programmes de formation du CIPE, et consultent le réseau de partenaires du CIPE. Lorsque les talents locaux n'ont pas l'influence ou la capacité organisationnelle pour réaliser la réforme, le CIPE développe le talent grâce à la formation et à l'assistance technique de manière à ce que les acteurs locaux puissent poursuivre une défense efficace des intérêts d'une façon durable. Le fait que les bailleurs de fonds internationaux s'associent à d'anciens partenaires du CIPE témoigne de la capacité du CIPE à dénicher le talent. Un certain nombre de partenaires du CIPE ont d'ailleurs accédé à des rôles de dirigeant au niveau national.

Élaboration de programmes

L'élaboration de programmes est un art que les organisations partenaires doivent maîtriser si elles veulent être viables. Le CIPE procède à l'évaluation des besoins d'un partenaire dans ce domaine, souvent à l'aide d'une étude diagnostique, et personnalise ensuite l'aide qu'il octroie en fonction des résultats. Un partenaire a besoin d'une planification stratégique pour définir ses objectifs généraux et pour déterminer à quel endroit la défense des intérêts en matière de politiques se situe au sein de ce cadre. Il doit évaluer la capacité organisationnelle nécessaire pour atteindre les objectifs de défense des intérêts, et réfléchir à la manière dont cette défense des intérêts rend service à ses membres et renforce l'organisation. Une gouvernance et un leadership solides sont indispensables. Le CIPE aide les partenaires à trouver une bonne synergie entre les objectifs des programmes et ceux de l'organisation, et veille à ce que les bases d'un travail de programme professionnel soient en place. Le CIPE guide également les partenaires – nombre d'entre eux ont une expérience limitée avec les donateurs internationaux – par rapport aux aspects techniques de la formulation, de la soumission, et de l'exécution des propositions, y compris les plans de gestion et de prévisions budgétaires.

Aide technique

Outre l'élaboration de programmes, les responsables et experts du CIPE offrent d'autres formes d'aide technique pour aider à professionnaliser et à moderniser les organisations du secteur privé. Le CIPE encourage les pratiques de pointe utilisées par la Chambre de commerce américaine et par d'autres associations professionnelles de premier plan à travers le monde. Le CIPE assure la formation des directeurs d'associations en matière de gouvernance d'association, de gestion financière, de gestion de projet, de recrutement des membres, de stratégies de communication, d'établissement de rapports, et d'auto-évaluation. Au-delà de la formation, les contacts permanents entre responsables et partenaires contribuent à résoudre les problèmes qui surviennent pendant la transformation organisationnelle. Comme mentionné ci-dessous, le CIPE joue également le rôle de facilitateur pour la participation au niveau local et la formation de coalitions.

Faciliter le dialogue et former des coalitions

Bien que la défense des intérêts en matière de politiques doive être entreprise par les partenaires eux-mêmes, le CIPE joue parfois le rôle de facilitateur neutre pour les dialogues de politiques. Cet exercice est tout particulièrement utile dans les sociétés où la confiance est limitée et où la société civile n'a pas l'habitude de participer au processus de gouvernance. Par exemple, le CIPE a regroupé autour d'une même table les représentants de l'ensemble des grands partis politiques irakiens – qui ne s'étaient jamais retrouvés ensemble auparavant – pour une séance de formation impartiale sur la mise en place de plateformes de politiques économiques. Au Pakistan, le CIPE a regroupé des parties prenantes pour examiner les difficultés auxquelles l'industrie de la technologie de l'information était confrontée. Cette réunion fut la première du genre entre l'association des producteurs de logiciels, le secteur financier, et les responsables gouvernementaux. Bien souvent, le CIPE aide les organisations du secteur privé à former des coalitions au niveau local en matière de défense des intérêts sur des enjeux importants, comme c'est le cas par exemple via sa démarche du « programme national pour les affaires ».

Contrôle préalable

Il faut procéder à un contrôle préalable pour veiller à ce que les subventions pour l'aide à la démocratie soient utilisées de manière judicieuse et efficace. Ce contrôle préalable pose des difficultés particulières lorsque les subventions sont versées à l'échelle internationale. En effet, les responsables de programmes doivent se pencher de façon approfondie dans l'historique des partenaires et vérifier leurs informations. Pour ce faire, ils examinent leurs antécédents de financement, rendent visite à leurs infrastructures, évaluent leur capacité organisationnelle, et se renseignent auprès des acteurs locaux. En d'autres termes, ils veillent à ce que les partenaires soient légitimes, compétents, et axés sur des réformes démocratiques qui soient compatibles avec la mission du CIPE.

Surveillance et évaluation

Une fois le montant accordé, le contrôle préalable est suivi par la surveillance du projet. Les responsables de programmes vérifient que les objectifs du projet se réalisent, et évaluent quels sont les partenaires et les programmes qui ont la plus grande incidence. Ils veillent également au respect des réglementations fédérales américaines ainsi qu'aux accords en matière de subventions. Les responsables de programmes retournent dans le pays de temps à autre et reprennent connaissance avec les organisations, leur progrès, et avec l'évolution du contexte institutionnel. Lorsque les partenaires buttent sur des écueils, les responsables de programmes peuvent souvent contribuer à concevoir des solutions pour maintenir le projet sur les rails. Cependant, dans certains cas, il peut s'avérer nécessaire de suspendre le financement d'une organisation qui ne produirait pas de résultats.

L'évaluation ne consiste pas simplement à veiller à ce que les tâches soient accomplies et que les objectifs individuels du projet soient réalisés. Le personnel et les experts indépendants du CIPE évaluent l'incidence au sens large des programmes sur le développement démocratique. Le CIPE partage avec les partenaires une vision à long terme des processus de réforme historiques ainsi que des principes de réforme théoriques pour pouvoir comprendre le changement.

(Durabilité)

«Un aspect unique des stratégies et procédures opérationnelles du CIPE concerne le fait de mettre l'accent sur la promotion de la pérennité des organisations ont qui bénéficié d'une subvention, et sur l'édification d'une communauté mondiale d'organisations professionnelles.»
– J.A. Hunter

Le CIPE voit au-delà de la durée d'un projet dans le cadre de sa relation avec les partenaires. Il est d'une importance cruciale de mettre en place des organisations viables en matière de réforme ainsi que des initiatives permettant d'encourager la prise en charge au niveau local et le changement durable. Le CIPE prépare ses partenaires à trouver de nouvelles sources de financement, et offre une plate-forme à partir de laquelle ils peuvent transmettre leur message à l'échelle internationale. Dans certains pays, comme par exemple la Roumanie, le CIPE participe à la création d'instituts indépendants de gestion d'organisations qui dispensent une formation et une aide technique en permanence aux associations du secteur privé, en l'absence du CIPE.

La méthode du CIPE, qui a fait ses preuves, et qui vise à faire participer la population au processus d'élaboration des politiques, à consolider les capacités des institutions démocratiques, et à faciliter les réformes démocratiques axées sur le marché, a permis de renforcer les pouvoirs du secteur privé tout en développant la liberté, les perspectives, et le bien-être social. Cette démarche unique à l'égard du développement durable, démarche qui est présente dans tous ses travaux, a permis au CIPE d'avoir une incidence positive à la fois sur la capacité de ses organisations partenaires, et sur le progrès politique et économique dans plus de cent pays. La participation du milieu des affaires aux processus démocratiques a débouché sur une meilleure gouvernance, un meilleur climat commercial, et un soutien solide de la part du secteur privé pour la démocratie.

À terme, le CIPE sait que « la démocratie doit donner satisfaction », ce qui signifie que le gouvernement doit répondre aux besoins de ses citoyens et être tenu pour responsable de ses actes. Ce n'est que comme cela que l'on peut garantir qu'un pays connaîtra une croissance économique durable et la consolidation de la démocratie. La contribution du CIPE consiste à encourager des voix indépendantes de réforme, et à leur donner des outils permettant de prendre en charge le changement démocratique. En collaborant, le CIPE et ses partenaires ont avancé à grands pas vers cet objectif, et poursuivront leurs efforts pour renforcer la démocratie et les économies de marché à travers le monde.

LES SOURCES

De nombreuses études ont montré qu'il existait un lien entre l'augmentation des niveaux de croissance économique et l'entrée dans la démocratie. De récents travaux empiriques réalisés par Przeworski et al. ont remis en question cette relation, laissant entendre que la croissance n'a d'incidence que sur la stabilité d'une démocratie. Cependant, il ne s'agit pas du mot de la fin sur le sujet. Les cas de régression regroupés dans l'étude de Przeworski ne réussissent pas à déterminer les trajectoires historiques réelles des pays individuels, et il y a bien plus à apprendre dans ces trajectoires concernant les véritables processus de changement : Jack A. Goldstone et Adriana Kocornik-Mina, « Democracy and Development: New Insights from Dynagraphs », George Mason University, Center for Global Policy, document de travail n° 1, 25 août 2005. De plus, la taille des échantillons dans l'étude de Przeworski influence les résultats de celle-ci : Carles Boix et Susan C. Stokes, « Endogenous Democratization », *World Politics* 55, n° 4 (juillet 2003). Enfin, il conviendrait de rappeler qu'il se pourrait que la croissance économique ne soit pas aussi importante pour le développement démocratique que la réforme économique ou que l'incidence de la croissance sur les valeurs, l'éducation, la structure sociale, ou les relations entre l'État de la société civile (Huntington, 1991 ; Diamond, 1992). Parmi les études empiriques importantes sur la relation entre croissance économique et démocratisation, on peut citer : Seymour Martin Lipset, *Political Man: The Social Bases of Politics* (Baltimore: Johns Hopkins University Press, 1981, publié à l'origine en 1959) ; Robert A. Dahl, *Polyarchy: Participation and Opposition* (New Haven: Yale University Press, 1971) ; Samuel P. Huntington, *The Third Wave: Democratization in the Late Twentieth Century* (Norman, OK : University of Oklahoma Press, 1991) ; Larry Diamond, « Economic Development and Democracy Reconsidered », in *Reexamining Democracy: Essays in Honor of Seymour Martin Lipset*, responsables de la publication : Gary Marks et Larry Diamond (Newbury Park, CA: Sage Publications, 1992) ; Ross E. Burkhardt et Michael S. Lewis-Beck, « Comparative Democracy: The Economic Development Thesis », *American Political Science Review* 88, no. 4 (déc. 1994) ; Adam Przeworski et al., *Democracy and Development: Political Institutions and Well-Being in the World, 1950-1990* (Cambridge : Cambridge University Press, 2000).

Larry Diamond et Leonardo Morlino, « The Quality of Democracy: An Overview », *Journal of Democracy* 15, no. 4 (octobre 2004), pp. 20-31 ; pour une autre analyse de la démocratie couvrant des questions similaires, voir également David W. Yang, « The Persisting Poverty of Strategic Analysis in U.S. Democracy Assistance », in *Short of the Goal: U.S. Policy and Poorly Performing States*, responsables de la publication : Nancy Birdsall, Milan Vaishnav et Robert L. Ayres (Washington, DC : Center for Global Development, 2006).

Larry Diamond, « Democracy and Economic Reform: Tensions, Compatibilities, and Strategies for Reconciliation », in *Economic Transition in Eastern Europe and Russia: Realities of Reform*, responsable de la publication : Edward P. Lazear (Stanford : Hoover Institution Press, 1995), p. 135.

Dahl, 1971, p. 60.

Diamond, 1995.

Berger, 1993, p. 6.

Diamond, 1992, p. 122.

Larry Diamond, *Developing Democracy: Toward Consolidation* (Baltimore: Johns Hopkins University Press, 1999), pp. 78-89.

Diamond, 1995, pp. 111-112; Barrington Moore, Jr., *Social Origins of Dictatorship and Democracy: Lord and Peasant in the Making of the Modern World* (Boston: Beacon Press, 1966); Ben Ross Schneider, *Business, Politics, and the State in Twentieth-Century Latin America* (Cambridge: Cambridge University Press, 2004), pp. 246-250.

John D. Sullivan, « Democratization and Business Interests », *Journal of Democracy* 5, no. 4 (oct. 1994), p. 150.

Peter Berger, « The Uncertain Triumph of Democratic Capitalism », in *Capitalism, Socialism, and Democracy Revisited*, responsables de la publication : Larry Diamond et Marc F. Plattner (Baltimore : Johns Hopkins University Press, 1993). À un moment donné, certains pensèrent que la Yougoslavie présentait la possibilité d'une démocratie avec une économie socialiste ; mais depuis l'effondrement de ce pays, il est devenu évident que le pays n'était ni viable ni démocratique.

Carl Gershman, « The United States and the World Democratic Revolution », *Washington Quarterly*, hiver 1989.

Ann Bernstein, Peter L. Berger, et Bobby Godsell, « Introduction: Business and Democracy », in *Business and Democracy: Cohabitation or Contradiction*, responsables de la publication : Ann Bernstein et Peter L. Berger (London: Pinter, 1998), pp. 5–6.

Stephan Haggard et Robert R. Kaufman, *The Political Economy of Democratic Transitions* (Princeton, NJ: Princeton University Press, 1995), pp. 273–274.

Center for International Private Enterprise
1155 Fifteenth Street NW • Suite 700
Washington, DC 20005

telephone: (202) 721-9200
fax: (202) 721-9250
web: www.cipe.org